Jean-François LÉONARD

Professeur, département de science politique, UQAM

(1978)

“Introduction.
Nationalisme et social-
démocratie. Bilan d'un bilan”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-François Léonard

“Introduction. **Nationalisme et social-démocratie. Bilan d'un bilan**”

in **La chance au coureur. Bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois**. Textes réunis et présentés par Jean-François Léonard, pp. 13-23. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1978, 253 pp.

Pierre Léonard est professeur au département de science politique à l'UQAM.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 8 juin 2005 de diffuser la totalité de ses publications.]

Courriel : leonard.jean-francois@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 14 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

Introduction

- A. Sur la question nationale
- B. Sur la social-démocratie et le préjugé favorable aux travailleurs
- C. Sur le programme du Parti Québécois et sur son application
- D. Quelques questions sur les alternatives possibles...

Bilan d'un colloque

Jean-François LÉONARD

Professeur, département de science politique, UQAM.

“Introduction. Nationalisme et social-démocratie. Bilan d'un bilan”

in **La chance au coureur. Bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois**. Textes réunis et présentés par Jean-François Léonard, pp. 13-23. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1978, 253 pp.

Jean-François LÉONARD
Professeur, Département de science politique, UQAM.

“Introduction. Nationalisme et social-démocratie. Bilan d'un bilan”.

La chance au coureur. Bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois. Textes réunis et présentés par Jean-François Léonard, pp. 13-23. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1978, 253 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre contient l'ensemble des communications faites les 15 et 16 novembre 1977 à un colloque qui s'intitulait « Un an après. Bilan de l'action du gouvernement du Parti Québécois ». Ce colloque était organisé par la Société canadienne de Science politique et l'Association canadienne des Sociologues et Anthropologues de langue française, en collaboration avec le département de Science politique de l'U.Q.À.M. Le but du colloque était d'effectuer un premier bilan de la gouverne du. Parti Québécois qui avait fait élire soixante-dix de ses représentants à l'Assemblée nationale du Québec le 15 novembre 1976.

Porté au pouvoir grâce aux suffrages de 40% des votants, le gouvernement du Parti Québécois devait mettre en oeuvre un programme sur lequel planait une triple ambiguïté :

- ambiguïté de la question nationale et du projet indépendantiste qui avaient été mis sous le boisseau durant toute la campagne électorale,
- ambiguïté de l'engagement social-démocrate du Parti qui, malgré les projets de réformes concrètes inscrits dans le

programme officiel, ne s'appuyait sur aucun lien organique avec les syndicats,

- ambiguïté enfin de la notion de « bon gouvernement » publicisée par les candidats du Parti alors que la très grande proportion d'entre eux n'avaient aucune expérience de la gestion de l'État.

Vingt-deux conférenciers, ont accepté de porter jugement sur ce programme et son application et de réfléchir sur la nature de l'équipe politique qui dirige le Québec actuellement.

Les textes réunis ici ne forment pas un tout homogène. On peut en dégager certains éléments sous forme de questions et réflexions qui, sans avoir la prétention de résumer tout ce qui a été dit au colloque, relèvent certaines constantes qui ont sous-tendu les exposés et vont parfois au-delà. Bien entendu l'analyse qui suit n'engage que l'auteur.

A. Sur la question nationale

[Retour à la table des matières](#)

1. La pierre de touche du gouvernement sur ce sujet fut la présentation de la loi I et son adoption sous forme de loi 101.

2. La loi 101 est considérée comme la politique la plus « nationaliste » que pouvait et que pourra adopter le gouvernement du Parti Québécois dans le cadre de la fédération canadienne puisqu'elle contient des éléments de "rupture" qui menacent partiellement l'hégémonie de la bourgeoisie canadienne.

3. Cependant son adoption et sa mise en application n'ont pas été utilisées comme rampe de lancement d'un mouvement de libération nationale. Au contraire s'est-on empressé de rassurer les bourgeoisies canadiennes et américaines sur les limites structurelles de cette loi et sur son impact nul sur l'organisation du travail.

4. On peut toutefois la concevoir comme un premier test, une première étape pré-référendaire qui atteint un triple objectif

- a) elle donne sur un plateau d'argent au Parti Québécois et à son gouvernement le statut de seule organisation autorisée et apte à mener à terme la libération nationale des québécois, à s'exprimer sur son contenu et à déterminer quelles formes cela devra prendre.
- b) elle est un atout important dans la négociation et le pouvoir de pression du gouvernement face à ses interlocuteurs fédéral et provinciaux.
- c) elle prépare le terrain à d'autres types de politiques nationales post-référendaires, quelle que soit l'issue du référendum, qui confirmeraient la position dominante des francophones québécois dans le domaine linguistique, culturel et dans certains secteurs économiques secondaires.

5. Par ailleurs l'adoption de cette loi renforce de façon éclatante la thèse voulant que l'État soit le véhicule le plus fiable pour mener à terme les aspirations "nationales" des québécois et, par extension, tous les enjeux collectifs de la nation canadienne-française. Elle donne ipso facto « à la fraction étatique de la bourgeoisie un leadership politique évident ».

6. Si la loi 101 servait de marchepied à la classe politique qui contrôle le gouvernement dans le but d'asseoir son autorité et d'établir son hégémonie pour la résolution de la question nationale, cette classe n'a pas pour autant subordonné tous ses actes à la seule promotion de cette loi puisqu'elle devait faire aussi la preuve de sa capacité à bien gérer l'État québécois.

7. Une fois la loi 101 passée, cette classe politique doit mener de front une double bataille dont l'enjeu est centré à nouveau sur son contrôle du pouvoir. L'un des pôles de cette bataille demeure la bonne gouverne de l'État : le gouvernement du Parti Québécois doit faire la preuve indiscutable qu'il est un « bon gouvernement ».

L'autre pôle de cette bataille est le référendum : le gouvernement du Parti Québécois doit tout mettre en oeuvre pour réunir le plus large consensus possible (même s'il n'est pas majoritaire) autour de l'idée de souveraineté-association.

8. Cette double bataille amène la classe politique dirigeante à vouloir subordonner toutes ses politiques autour du pôle du référendum et à adopter la gestion la plus conservatrice possible de l'État québécois afin de vider la question nationale de tout contenu aventurier et, si le référendum est négatif, de pouvoir conserver le pouvoir aux prochaines élections.

9. Par ses aspects nationalistes mitigées et par ses politiques attentistes, l'image de dynamisme, de continuité et de stabilité que voudrait projeter la classe politique dirigeante se transforme en celle d'un gouvernement craintif et ambivalent.

B. Sur la social-démocratie et le préjugé favorable aux travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

10. Les ambiguïtés relevées au point (9) se retrouvent lorsqu'on examine le contenu social-démocrate des politiques du gouvernement du Parti Québécois.

11. De par ses origines, ses relations et attitudes face au mouvement ouvrier organisé, le gouvernement n'est pas un gouvernement social-démocrate.

12. Cependant l'utilisation qu'il fait de l'État lui confère certains aspects propres aux gouvernements social-démocrates. Ainsi son appui au secteur public et coopératif, l'importance qu'il semble accorder aux sociétés d'État, le contenu même de son programme politique, ses tentatives de concertation économique et l'utilisation de l'État comme "instrument neutre" sont des caractéristiques de la social-démocratie.

13. Par contre le Parti Québécois n'a pas eu et n'a pas de lien organique avec les syndicats. Il ne vise aucunement dans sa pratique à modifier les rapports de force économiques existant et à s'attaquer aux intérêts des détenteurs de capitaux.

14. Son préjugé favorable aux travailleurs s'est traduit par :

- une augmentation du salaire minimum,
- un programme plus cohérent sur la protection de la santé des travailleurs,
- certaines modifications au code du travail,
- la suppression du gel des salaires.

Rien de changé toutefois dans le contrôle des entreprises par les travailleurs, rien de changé dans le système d'éducation et dans le statut et les privilèges indécents du système d'enseignement privé, rien de changé dans le processus d'exploitation des femmes au travail et dans la résolution de leurs demandes élémentaires (avortement libre et gratuit, congés de maternité, garderies publiques et gratuites, égalité salariale, etc.), rien de changé dans le processus de prise en charge des intérêts spécifiques des travailleurs et dans -le processus de décision économique (la fermeture de la Wayagamac illustre la façon dont on « subordonne les critères de rentabilité économique aux critères de rentabilité sociale » - version Bérubé).

15. Son appui marque au développement des P.M.E. et aux politiques traditionnelles de relance économique en font plutôt un gouvernement « nationaliste populiste » dont les politiques favorisent essentiellement la « bourgeoisie québécoise non monopoliste » et certaines fractions fortement dépendantes du pouvoir d'État tout en maintenant l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste dans l'économie.

16. Dans cet optique, « la définition des intérêts spécifiques des travailleurs n'apparaît pas encore être prise en charge par le gouvernement péquiste » puisque celui-ci « ne peut être pour le capitalisme et défendre en même temps les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière ni même, à long terme, ceux de la nouvelle petite-bourgeoisie ».

C. Sur le programme du Parti Québécois et sur son application

[Retour à la table des matières](#)

17. Il est indéniable que le programme présenté par le Parti Québécois lors de la dernière campagne électorale contenait des éléments de réforme importants, et favorisait non seulement certaines couches sociales de la nouvelle petite-bourgeoisie mais prenait aussi en compte des éléments de transformation favorables à la classe ouvrière.

Il est tout aussi indéniable que ce programme n'a pas été respecté et appliqué, du moins en ce qui touche les pièces majeures qui s'adressaient à la classe ouvrière.

18. Les principaux éléments mystificateurs relevés sont contenus dans les propositions qui touchent la vie des travailleurs, sans parler de l'assurance-autornobile, de la démocratisation du système d'éducation, de tout ce qui concerne les processus de négociation collective de la fonction publique, etc.

19. En fait la classe politique dirigeante du Parti Québécois « surestime beaucoup les possibilités de l'État québécois » : solidement ancrée dans les appareils technico et politico-administratifs, elle a cru qu'il était facile d'imposer un consensus hégémonique à l'ensemble de la société civile par la seule magie du contrôle des appareils de la société politique (police, administration publique, processus législatif, etc.). Or -tant sur le front scolaire, que sur le front patronal, de l'Église, des médias d'information, etc., le gouvernement s'est heurté à de farouches résistances. Certains appareils syndicaux et des groupes nationalistes de droite lui ont fourni les appuis les plus stables. Cette réalité a amené le gouvernement du Parti Québécois à parler « de la réalité du pouvoir qui impose des contraintes dont on ne se doute pas... » et à justifier par le fait même la compromission de plusieurs politiques.

20. Les contradictions relevées entre le programme et la pratique gouvernementale sont aussi présentes entre la « base militante » du Parti Québécois et le groupe parlementaire. Son illustration s'est cristallisée lors de la discussion sur l'avortement libre et gratuit au congrès de l'automne, 1977.

21. L'aile parlementaire et la classe politique dirigeante se trouvent singulièrement isolées et forcées de rétablir le consensus en galvanisant le militantisme de base du parti autour de la bataille référendaire.

D. Quelques questions sur les alternatives possibles...

[Retour à la table des matières](#)

22. La lutte contre l'oppression nationale est-elle la lutte à privilégier pour canaliser la lutte pour le socialisme ?

23. Si oui, comment mettre en place les « conditions nécessaires à la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de la direction du mouvement de libération nationale et de sa réalisation ? »

Dans ce contexte les organisations ouvrières n'ont-elles pas la responsabilité première d'examiner les effets spécifiques de l'oppression nationale sur la classe ouvrière et de dégager la façon dont la classe ouvrière vit et définit l'oppression nationale ?

24. Si non, quelle est la voie de mobilisation à privilégier, quelle est la contradiction principale qui doit activer les luttes ?

25. Le projet de libération nationale présenté par le programme et la pratique politique du Parti Québécois, est-il "celui que veulent appuyer les travailleurs québécois" ?

26. Faut-il créer un mouvement socialiste ou « mettre un nouveau parti sur la carte » qui subordonnerait la question nationale à la question du socialisme ?

27. Et que répondre au référendum ?

En guise de conclusion, il nous semble important de faire un très bref bilan du colloque de l'automne dernier qui a tout de même réuni plus de sept cent (700) participants.

Bilan d'un colloque

[Retour à la table des matières](#)

Le bilan peut être fait à deux niveaux. Tout d'abord du point de vue des sociétés savantes qui l'ont proposé au public. La Société canadienne de Science politique (SCSP), et l'Association canadienne Sociologues et Anthropologues de Langue Française (ACSALF) organisent depuis plusieurs années déjà un ou deux colloques par année, conjointement ou pas. Les objectifs de ces colloques sont toujours les mêmes : permettre à un certain nombre de collègues de l'une ou l'autre discipline de présenter leurs réflexions sur un thème d'actualité socio-politique (v.g. le présent colloque) OU sur un thème d'actualité scientifique.

Chaque fois, le choix du thème d'un colloque suit le même processus : lors de la réunion que tiennent les Bureaux de direction de chaque société savante dans le cadre de l'Association Canadienne Française pour l'Avancement des Sciences (ACFAS), les membres du bureau suggèrent différents thèmes de colloque autour desquels on dégage un certain consensus. Ainsi, pour l'année 1977-78, le bureau de direction de la SCSP a dégagé trois thèmes de colloques et a mis en branle les processus normaux d'opérationnalisation. Chaque fois, le choix des thèmes discutés lors d'un colloque suit le même processus : un comité restreint de trois ou quatre personnes est nommé et s'occupe de coordonner l'ensemble des opérations jusqu'à leur aboutissement. Ce dit comité de coordination s'est réuni plusieurs fois pour mettre au point les thèmes de discussion du colloque sur le P.Q. Un choix s'imposait à ce moment : soit que le colloque Un an après se penche sur les politiques sectorielles du gouvernement du Parti Québécois (agriculture, affaires municipales, éducation, etc.) soit qu'il aborde l'ensemble des politiques sectorielles à travers une série de thèmes offrant

plus de perspective analytique. C'est ce dernier choix qui a été fait. Vint alors le choix des panellistes ou conférenciers invités. Deux principes établis depuis longtemps devaient être respectés. Le premier était d'avoir sur chaque panel au moins un politologue et un sociologue (puisque c'était conjoint) qui était spécialisé sur l'un ou l'autre thème. Le second était de ne pas transformer le panel en tribune politique. Comme sociétés savantes, si on avait invité des membres du gouvernement péquiste, il aurait aussi fallu faire de la place pour l'Union Nationale, le Parti Libéral du Québec, le Parti Créditiste, bref transformer le colloque en États Généraux (au mieux) ou en micro-reproduction de l'Assemblée Nationale, ce qui a toujours été tacitement exclu. Mais pourquoi alors ne pas avoir au moins prévu un droit de réplique au gouvernement ? Après mûre réflexion (l'hypothèse n'ayant pas été rejetée au point de départ) nous nous sommes dit que le gouvernement donnait et pouvait donner réplique aux analyses, commentaires, jugements qui allaient être avancés, par le biais de ses prises de position, de ses politiques déclarées ou de ses législations. Ces deux facteurs nous ont donc portés à ne pas dévier des politiques établies depuis dix ans en ce qui concerne le « style » des colloques universitaires. Cependant, nous avons quand même cru bon de faire une légère entorse à ces principes en permettant à des personnes étrangères au milieu universitaire, confrontées quotidiennement à la gouverne du Parti Québécois, de venir faire la réplique aux principaux intervenants.

Compte tenu de ces restrictions et orientations, nous avons dressé une liste d'une soixantaine de personnes aptes à préparer des communications dans les délais prescrits. Le refus de plusieurs d'entre elles d'agir comme intervenants s'est expliqué soit parce qu'elles ne se sentaient pas aptes à offrir une performance qu'elles jugeaient adéquate dans, les délais prescrits, soit parce qu'elles n'étaient pas disponibles aux dates où se tenait le colloque, soit parce qu'elles étaient inatteignables. C'est ce processus qui a donné la liste finale des conférenciers invités.

Toutes ces démarches ne diffèrent en rien de celles faites pour la tenue d'autres colloques de la S.C.S.P. Dire donc que « Les organisateurs s'étaient assurés au départ de l'orientation critique des communications » apparaît légèrement exagéré : d'autant plus que jamais la S.C.S.P. ne s'est mise le nez dans l'orientation ou le contenu des communications des panellistes. Pour qui connaît moindrement le milieu universitaire, une telle pratique aurait été assez inusitée. En fait,

ce qui a mené certains membres du gouvernement du Parti Québécois à une telle réflexion est liée à l'interprétation du texte liminaire au programme- du colloque disant que :

« ...le colloque des 10 et 11 novembre réunira des universitaires, des syndicalistes, des journalistes,

des hommes d'affaires, et diverses personnes engagées qui porteront un jugement critique sur la gouverne du Parti Québécois. »

Ce tout petit terme (jugement critique) a été annonciateur des pires invectives semble-t-il.

Mais en quoi juger le gouvernement du Parti Québécois est-il une hérésie ? En quoi vouloir être vigilant est-il condamnable ? Faire une critique de droite du Parti Québécois, rentrer dans le champ de discussion fédéraliste, c'est du terrain connu. Faire une critique progressiste du Parti Québécois, regarder où il s'en va en regard de son programme électoral, scruter attentivement ses pratiques et son dessein politique, ça semble dangereux parce que ça n'entre ni dans le champ de discussion fédéraliste, ni dans le champ de discussion péquiste. D'où la peur d'un jugement critique, d'un jugement « indépendant » où l'on n'a pas les yeux braqués sur la seule actualité quotidienne mais où on peut aussi regarder ce qui West passé hier, ici et ailleurs, et faire des comparaisons.

Le jugement critique sur la gouverne du Parti Québécois allait donc de soi, et dès la première année de son règne. Parce que ce qui s'est passé le 15 novembre 1976 est trop important dans le contexte historique canadien, parce que les espoirs ouvriers populaires que le Parti Québécois a drainé ont le droit d'exiger qu'une Action Libérale Nationale ne ressorte pas sous un nouveau maquillage, parce que si on rate ce tournant de notre histoire de libération nationale, on risque d'être « plantés » pour longtemps, très longtemps. « L'avenir est incertain » dit Jean-Marc Piotte. La vigilance doit être d'autant plus grande.

Ce colloque universitaire qui a été préparé comme tous les colloques universitaires, ce colloque universitaire qui était amplement justifié par la conjoncture actuelle, a dépassé toutes les prévisions par l'ampleur qu'il a pris. Jamais, (depuis 12 ans qu'elle existe) la S.C.S.P.

n'a réuni tant de monde. La moyenne de présence aux colloques universitaires est de 200 personnes environ. Il n'y avait jamais moins de 650 participants aux ateliers (pris conjointement) sur les 830 inscrits au présent colloque. Et on a beau dire qu'il y avait plein d'étudiants et d'universitaires, il y avait aussi des syndiqués, des militants, des groupes populaires, des fonctionnaires, des péquistes. On entre alors dans le second niveau du bilan du colloque, sa signification politique.

En effet, que peut bien signifier politiquement le succès d'un tel colloque ? Premièrement, une soif de savoir où on s'en va avec le gouvernement actuel.

1 Jamais on n'aura autant senti le besoin d'éclairer le débat dans lequel nous sommes enfermés autour de la question nationale que durant ce colloque. Les intellectuels qui ont présenté des communications l'ont bien senti. Depuis l'absorption du R.I.N. par le Parti Québécois, depuis la disparition de revues et de groupes, progressistes entre les années 65-70, le Parti Québécois a occupé une place dans l'orientation de l'analyse du discours sur la question nationale avec, comme seul écho, les fédéralistes regroupés politiquement autour du Parti Libéral du Québec et du Parti Libéral du Canada. Entre ces deux logiques, toute tentative de brèche a été inutile, hormis celle des idéologues conservateurs ou réactionnaires, représentés par Claude, Ryan, qui veulent encadrer la question nationale québécoise à l'intérieur d'un fédéralisme canadien renouvelé.

Mais prendre la question nationale de front, questionner sa légitimité, redire les desiderata exprimés par la base sociale du Parti Québécois, et qui sont inscrits dans son programme politique, interroger le sens et la portée d'articles fondamentaux de ce programme, tel cet article 3 des objectifs généraux relevé par Céline Saint-Pierre qui dit que le gouvernement actuel doit « fonder la politique économique sur des objectifs humains et sociaux et à cette fin : établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs et répondant aux besoins réels de l'ensemble des québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économique favorisée », voir comment cela est mis en oeuvre, telles sont les questions et les voies empruntées par les intervenants à ce colloque. Et si on avait procédé par le biais de l'analyse des politiques sectorielles, nul doute que nombre de questions identiques auraient surgies.

Première leçon politique donc, il y a un besoin d'entendre autre chose que des caricatures de critique ou des auto-satisfactions inspirés par une québécity chauvine à l'endroit du gouvernement du Parti Québécois. Deuxième leçon politique à tirer de cet événement : la nécessité de rester vigilant et de poursuivre une comptabilisation serrée des actes du Parti Québécois non seulement par l'écrit, mais aussi par la parole. Il est important qu'un large débat public, permanent, soit repris systématiquement, que ce soit par des militants de base du Parti Québécois, par des intellectuels, par des organismes populaires ou syndicaux ; il ne faut pas arrêter ce débat qui s'est à peine amorcé lors de ce colloque. Trop d'attentes en découlent. Trop d'histoire est en jeu.

Fin du texte